

[Text]

• 1040

We have met on a number of occasions with the people in the milling industry, reviewing what the impact might be, trying to draw up strategies in terms of pricing and retaining our own domestic market for flour. We were told long before the border was open that there were American companies here in Ontario trying to gain sales with regard to flour. They are very aggressive and they are going after that particular market.

Mr. Fisher (Saskatoon—Dundurn): I would like to thank the two of you for a very fine and comprehensive brief. It certainly helped to increase my understanding of the Ontario wheat producers. I am from Saskatchewan and I do not have a complete understanding of that situation either, but I do understand it a little bit better than the Ontario one.

I really appreciate your describing from your perspective everything from the Export Enhancement Program of the United States to the potential for the Eastern European countries to start to become self-sufficient. Perhaps they will be even exporting into what has traditionally been our market, the Soviet Union. I suspect before too long, however, the Soviet Union will likely get its act together and be doing the same as the European countries.

I would like to zero in on some of the reservations you have had. For example, you asked the government to delay the implementation of the Order in Council lifting the import restrictions, and of course they did not do it.

I sense that you have reservations about the methods of calculation that were used and probably for two reasons. I do not want to put words in your mouth, but I would like you to expand on it. I sense that the Export Enhancement Program in the United States is one reason you wanted a delay made so that a more thorough study could be made. I also sense that some of the inequities within Canada itself, as far as subsidies are concerned, were reasons. I am not sure I can find the exact spot, but I think you referred to the Ontario people getting somewhere around. . . I forget what it was—

Mr. Dmetriuc: It was 17.8%.

Mr. Fisher: The final figure for Canada was 31%. There is quite an inequity there. Perhaps you could expand on what I sensed was your dissatisfaction with the calculations.

Mr. Dmetriuc: We realized that the U.S. trade agreement was there. The PSE calculations were there. What we wanted the government to do specifically was give us an opportunity to review the PSE calculations, as we have done, and give us the opportunity to analyse the impact of the border being opened. We wanted to look at the differences in the tariffs, to look at a mechanism of either, as I said, equalizing them or eliminating them so that we are on a

[Translation]

Nous avons rencontré à plusieurs reprises les gens du secteur des minoteries afin d'évaluer les conséquences, d'essayer de concevoir des stratégies de prix et de garder notre marché intérieur en ce qui concerne la farine. Nous savions bien avant que les frontières soient ouvertes qu'il y avait des entreprises des États-Unis, ici en Ontario, qui s'efforçaient de trouver des débouchés et de nous vendre leur farine. Ces entreprises sont très dynamiques et elles sont axées sur ce marché en particulier.

M. Fisher (Saskatoon—Dundurn): J'aimerais vous féliciter tous les deux pour ce mémoire très complet et très bien pensé. Je dois dire qu'il m'a appris beaucoup de choses sur les producteurs de blé en Ontario. Je viens de la Saskatchewan et même si je ne sais pas tout ce qui s'y passe, je comprends un peu mieux la situation qui règne dans cette province que celle de l'Ontario.

J'ai particulièrement apprécié votre exposé de l'ensemble de la situation, telle qu'elle se présente de votre point de vue, à partir de l'Export Enhancement Program des États-Unis jusqu'aux possibilités d'auto-suffisance que l'on entrevoit pour les pays de l'Europe de l'Est. Ces pays vont peut-être même aller jusqu'à exporter un jour dans notre marché traditionnel, celui de l'Union soviétique. J'imagine en outre qu'il ne faudra pas longtemps à l'Union soviétique pour régler ses problèmes et faire la même chose que les autres pays européens.

J'aimerais revenir sur un certain nombre de réserves que vous avez exprimées. Ainsi, vous avez demandé au gouvernement de retarder la mise en application du décret levant les restrictions imposées en matière d'importation, ce que, bien entendu, il n'a pas fait.

J'ai l'impression que vous faites des réserves sur les méthodes de calcul qui ont été employées, et probablement pour deux raisons. Je ne veux pas parler à votre place, mais j'aimerais que vous nous en disiez un peu plus. J'ai le sentiment que l'Export Enhancement Program des États-Unis est l'une des raisons pour lesquelles vous avez demandé un report de façon à ce que l'on puisse faire une étude plus approfondie de la question. J'ai aussi l'impression que certaines inégalités au Canada même, sur le plan des subventions, expliquent cette démarche. Je ne sais plus où ça se trouve exactement, mais il me semble que vous avez dit que l'Ontario touchait quelque chose comme. . . Je ne me souviens plus de ce que c'était. . .

M. Dmetriuc: C'était 17,8 p. 100.

M. Fisher: Alors que le chiffre pour l'ensemble du Canada était de 31 p. 100. Je pense qu'il y a là un traitement assez inégal. Vous pourriez peut-être nous dire pourquoi vous n'êtes pas, à mon avis, satisfait des calculs.

M. Dmetriuc: Nous avons pris conscience du fait que l'accord commercial avec les États-Unis était une réalité; que le calcul des ESP était une réalité. Ce que nous demandions plus précisément au gouvernement, c'était de nous laisser la possibilité de revoir les calculs ESP, ce que nous avons fait, et de nous donner l'occasion d'analyser les conséquences de l'ouverture des frontières. Nous voulions pouvoir examiner les différences existant au niveau des droits de douane, et